

//JUAN NEGRÍN OU
L'INEFFABILITÉ DES EXCÈS D'UNE GUERRE//

SUBMISSION DATE: 25/08/2014 // ACCEPTANCE DATE: 20/10/2014
PUBLICATION DATE : 15/12/2014 (pp. 51-58)

SABRINA GRILLO
UNIVERSITÉ D'ARTOIS
FRANCE
sab.grillo@gmail.com

///

MOTS-CLÉS : Juan Negrín, Histoire du XXe siècle, République, Mémoires, Espagne

RÉSUMÉ : La dictature franquiste après la guerre civile Espagnole en 1939 imposa une version officielle de cette partie de l'histoire façonnant sa légitimité. Celle-ci, fondée sur un cadre institutionnel fort, reposait aussi sur l'opposition à l'autre : le républicain. Juan Negrín, dernier chef du gouvernement de la II^{ème} République, est un exemple de ce qu'a été le combat pour revendiquer une légitimité. Cet article interrogera le contexte dans lequel il a été critiqué mais aussi comment il vécut la douleur du combat de son pays. Enfin, nous verrons s'il y a eu une mise en mots de cette douleur plurielle, dans ce combat avec lui-même, dans la transposition complexe de l'ineffabilité de la guerre.

KEYWORDS: Juan Negrín, History of XX century, Republic, Memories, Spain

ABSTRACT: The Franco dictatorship after the Spanish Civil War in 1939 imposed an official version of this part of the story shaping her legitimacy. Based on a strong institutional framework and also based on opposition to another Republican. Juan Negrín, last head of government of the Second Republic, is an example of what has been the struggle to claim legitimacy. This article will question the context in which he has been criticized but also how he lived the pain of fighting in his country. Finally, we will see if there was a set of words that plural pain in this fight with himself in the complex transposition of the ineffability of the war.

///

Les termes “guerre” et “excès” ont en commun un substrat étant donné qu’ils sont clairement le résultat d’un dépassement d’une limite. S’il y a une “guerre”, c’est que la paix a été rompue. Cette guerre peut être d’ordre militaire, intellectuelle, ou même relever du simple débat partant du fait qu’une guerre est un conflit, une opposition entre deux états de choses bien distincts. “Excès”, qui vient du latin “excessus” signifiant entre autres « sortie », met bien en exergue le fait qu’être dans l’ “excès” signifie être au-delà d’une limite. Ces deux noms évoquent donc une étape résultante d’une frontière franchie entre le bien et le mal. Associer “guerre” et “excès” relève presque de la tautologie et malheureusement les excès des hommes font le malheur de bien des victimes de ces guerres. L’Espagne en a fait les frais dans les années 1930. Trois longues années déchirèrent le peuple espagnol entre républicains et nationalistes qui se battirent dans une lutte féroce. Mais la fin de cette guerre, le très célèbre 1^{er} avril 1939, n’était que le commencement d’une lutte bien plus longue et complexe encore car, au-delà du déchirement populaire et familial, les espagnols ont dû se reconstruire intérieurement. En effet, l’imposition par le régime dictatorial franquiste d’une lecture unilatérale du passé, jugeant des bons et mauvais éléments historiques et intellectuels, façonna un passé à l’image de ce que devait être l’Espagne de demain. Très vite, le passé récent, c’est-à-dire les représentants de cette II^{ème} République sont montrés du doigt et parmi eux Juan Negrín, le dernier chef du gouvernement de la II^{ème} République dont la présidence était assurée par Manuel Azaña. Teinter d’illégitimité ceux qui ont immédiatement précédés l’instauration du régime franquiste a été le mot d’ordre du cadre institutionnel de la dictature. Juan Negrín a été une figure longtemps oubliée parce qu’acceptée dans sa version “officielle” de marionnette aux mains de Moscou, de traître et d’avoir prolongé inutilement le combat. Mais dans quel cadre Negrín est-il devenu la cible de critiques et par rapport à quelle norme? Si sa parole a été rejetée, l’ineffabilité de son expérience de la guerre, au premier plan, est-elle le résultat d’un choix ou au contraire imposée par un tiers? L’exposé des fondements d’un cadre régi par une norme posera le contexte dans lequel sont nées les dénonciations dont Juan Negrín a été victime. Nous demanderons alors dans quelle mesure cet homme politique arraché à son pays par obligation est symbolique de l’ineffabilité d’un traumatisme que nombre d’Espagnols ont connu.

L’unicité de l’histoire espagnole imposée durant plus de trente-cinq ans est l’ombre géante d’un seul homme : le Généralissime Franco. Le suffixe “-issime”, à la fois symbolique de grandeur et de surcroît de pouvoir, à lui seul rejoint la valeur excessive évoquée quelques lignes plus haut. Si la II^{ème} République instaurée en 1931 avait reconnu un État pluriel, attestant l’existence d’ “Espagnes”, Franco en revint à un discours bien plus réducteur. Ainsi l’un des slogans du franquisme qui définissait l’Espagne était : “¡Una ! ¡Grande ! ¡Libre !”¹ : trois adjectifs qui renvoyaient au caractère indivisible de la Nation. Les avancées sociales qu’avait permises la II^{ème} République, comme le vote des femmes, l’avortement, le salaire minimum, les congés payés ou encore la reconnaissance d’un statut d’indépendance pour la communauté de la Catalogne, ont été balayées. Les nationalistes vainqueurs ont élaboré un passé et donc une mémoire dans le but d’imposer aux Espagnols et au monde une histoire officielle pour asseoir leur légitimité. L’amplitude chronologique de la dictature n’était pas acquise aux prémices de la guerre, elle n’a donc pu être dans un premier temps une source de légitimité. C’est par contre un argument de poids qui s’imposa assez rapidement. Le milieu du XX^{ème} siècle est une période que les traumatismes ont terni : la guerre civile entre 1936 et 1939, la répression franquiste qui suivit, l’exil des républicains et la seconde Guerre Mondiale. La densité conflictuelle de fait supposait l’existence d’une norme pour palier aux divers débordements qui surviendraient des suites de tentatives d’opposition, fomentés par les événements environnants. Alors que du côté

¹ "Une ! Grande ! Libre ! "

républicain on essayait de poursuivre un programme réformiste, les nationalistes se chargeaient de développer leurs normes, leur cadre légal, qui passe justement par le fait de rendre illégitime toute activité politique en avril 1937, interdiction établie par la Junte de Défense. La fusion entre la Phalange et la Communion Traditionnaliste donna lieu à la Phalange Espagnole Traditionnaliste des Juntas d'Offensive Nationale Syndicaliste (FET JONS) afin de donner davantage d'unité aux forces qui avaient participé à la rébellion lors du soulèvement au Maroc en juillet 1936 et supprimer les partis. Ainsi les pouvoirs étaient concentrés. Du côté républicain, Juan Negrín, qui accéda aux commandes du gouvernement en mai 1937 semblait être l'homme à la personnalité la plus complète pour diriger puisqu'il disposait de bonnes relations avec les forces du Front Populaire et il n'avait pas eu de problèmes avec le syndicat Union Générale du Travail (UGT) et il était en contact avec le Parti Communiste Espagnol (PCE) et avec les soviétiques. Ces nombreux contacts étaient le fruit d'une diplomatie polyglotte qu'il développa lors de ses précédentes fonctions, notamment celle de Ministre des Finances. De son côté, il essaya de redonner de l'unité du côté républicain en commençant par l'appareil d'État. A ce titre, cette politique a été très critiquée et on vit d'un mauvais œil une centralisation des pouvoirs du gouvernement de la République, la dissolution du Conseil d'Aragon ou encore la restitution des biens collectivisés. La création du corps des Carabiniers "cuidando de que no entrara ni un solo comunista en su dirección"² (Juliá Díaz, 1999: 131) ne lui valut pas autant de médisances.

Quand Juan Negrín arriva à la présidence du gouvernement, le manque d'unité était véritablement un maillon faible face aux nationalistes qui jouissaient de l'appui de l'Église catholique, des corps armés et d'une partie de la population. La progressive institutionnalisation ne fit que renforcer des piliers déjà solides. Durant la guerre, 1938 marqua un tournant de l'institutionnalisation du Nouvel État. Peu après la fin de la guerre est approuvée la loi de Presse qui fixait le cadre censorial selon lequel le gouvernement franquiste pouvait nommer les directeurs des journaux. En septembre de cette même année, la Loi de l'Enseignement Moyen octroyait à l'Église catholique une totale autonomie dans le système éducatif. À cette bataille institutionnelle s'ajouta une bataille des mots dans laquelle le représentant franquiste matraquait les esprits espagnols dès le mois d'octobre 1936. Dans ces discours il faisait référence à des périodes qu'il serait bon d'oublier comme la perte des colonies de Cuba, la II^{ème} République, et il s'attacha à façonner une Espagne à l'image d'une terre où le soleil ne se coucherait pas, faisant appel à la gloire passée des Rois Catholiques ou de Charles Quint. Dans cette bataille de mots, l'imposition de cette voix dans ces discours s'opposait aux voix des syndicats, d'un président de la République, de chefs de gouvernement. Juan Negrín a dû se frayer une place dans ce marasme politique et assumer d'être celui qui finira l'affrontement avec Franco. La solitude l'étouffa bien vite puisque dès le mois de mai 1937 il dut faire face à une crise interne du gouvernement quand du côté nationaliste, l'unité faisait loi. Seul, toujours seul, alors que Manuel Azaña avait misé sur la dimension internationale de Negrín lors de son choix pour être à la tête du gouvernement, il lui tourna le dos pour des raisons plus ou moins semblables à celle d'Indalecio Prieto, alors ministre de la Défense. Il appuya la résistance jusqu'à considérer un point de non retour, et s'il partageait les idées de Negrín au début, il pensa rapidement à des moyens pour obtenir la paix. C'est dans la résistance qu'ils partagèrent des points communs vers ce même but atteindre. À ce propos, il s'exprime en ces termes :

² « veillant à ne faire entrer ni un seul communiste dans sa direction. »

“[...] rechercher la paix [...] cela ne voulait pas dire renoncer à résister. Bien au contraire : la seule chance d'aboutir à une solution à peu près acceptable dépendait de la capacité de résistance, qui devait être assez puissante et durable pour que les ennemis et leurs protecteurs, eux aussi, eussent avantage à mettre fin au conflit par la négociation. On ne peut envisager aucun accord à égalité, si l'on a pas quelques atouts en main.” (Azaña, 1999 : 105-106)

Pour le Président de la République, la fin de la guerre n'était possible que via une médiation internationale. Il était persuadé que la France et l'Angleterre ne laisseraient pas les rebelles prendre le pouvoir et que si la République perdait la guerre civile, cela était synonyme d'échec prémonitoire d'un autre conflit, la seconde Guerre Mondiale. Pour Negrín aussi, la guerre civile espagnole était l'antichambre d'un conflit plus large. Résister pour éviter des représailles a été l'un des jalons de sa politique de guerre. Il souhaitait obtenir de meilleures conditions de reddition et éviter les représailles après la fin de la guerre, ce que Franco a totalement ignoré. Au combat contre les nationalistes, le chef de gouvernement était dans l'impasse de conflits internes, affaiblissant considérablement les esprits des milices et de l'arrière. Pour faire face au pessimisme de Prieto, et faisant suite à des manifestations en mars 1938 devant le palais de Pedralbes pour clamer la nécessité de continuer le conflit, Negrín décida d'écarter Prieto du ministère de la Défense. C'est lui qui en prit le contrôle. Et c'est seul encore qu'il tenta d'organiser l'exil républicain face à un Franco ferme qui n'avait aucune raison de terminer un combat qu'il maîtrisait si facilement. Fin février 1939, le président de la République lui-même démissionna et s'exila. Un nouveau combat commençait pour Juan Negrín. Même si son gouvernement n'était pas alors dans l'illégalité du fait de la seule démission du Président, il est indéniable que cette situation affaiblit une part de sa légitimité politique.

Nous le voyons bien, Juan Negrín était engagé dans une pluralité d'affrontements : contre les nationalistes, au sein du gouvernement, dans son propre parti. Un excès d'affrontements pour un seul homme dans une guerre qui n'en finissait pas. La bataille de l'Èbre et l'offensive en Catalogne ternirent par ailleurs le soutien qu'il recevait jusqu'alors du PCE. Le général Vicente Rojo rejeta à son tour la politique et la stratégie de résistance à outrance de Negrín en renonçant à son poste de Chef d'État Major. La cinquième colonne franquiste était tout à fait consciente des enjeux de ces divisions et alimenta même la scission entre négrinistes et anti-négrinistes. En avril 1939, le Conseil Permanent des Cortes à Paris, présidé par Diego Martínez Barrio, opposait sa légitimité face à celle que réclamait Negrín. Etaient en jeu à ce moment, non plus l'issue de la guerre, connue à ce moment, mais la disposition et la gestion des moyens financiers pour l'exil. Au Mexique, Indalecio Prieto rejeta fermement toute légitimité au gouvernement en exil de Negrín. L'animosité de personnalités comme Indalecio Prieto envers le PCE a été le point de départ d'une opposition au parti fort de l'U.R.S.S. : le PCE. Si Juan Negrín représentait les républicains, il fut aussi pour les opposants aux communistes un symbole à bannir. Un événement marqua une rupture nette entre les deux amis de longue date, à savoir l'expulsion de Prieto du gouvernement. Il expose ainsi son point de vue :

A mí no me manda ni me mandara nunca nadie desde Moscú. Por seguir dicha línea de conducta, por negarme a obedecer mandatos de Moscú, me expulsó Juan Negrín el 5 de abril de 1938 del gobierno que él presidía y en el cual desempeñaba yo el Ministerio de Defensa Nacional. (Prieto, 1989: 29)³

³ “Me concernant, personne ne me commande ni ne me commandera jamais depuis Moscou. C'est parce que j'ai suivi cette ligne de conduite, parce que j'ai refusé d'obéir aux commandements de Moscou, que le 5 avril 1938 Juan Negrín m'expulsa du gouvernement qu'il présidait et dans lequel je m'occupais du Ministère de la Défense Nationale.”

Tout ce qui vient d'être énoncé pose clairement un cadre propice pour un coup d'État, et c'est le Général Casado qui l'initia en mars 1939. Quelques jours plus tard, la guerre était finie.

L'institutionnalisation du régime suit son cours dès 1939 par l'adoption de diverses lois fondamentales ; loi de Responsabilités Politiques et loi du Pouvoir Suprême de Franco, loi d'Unité Syndicale. Dès la proclamation de la fin de la guerre, environ un demi-million de personnes fuient vers la France. A nouveau, l'élasticité temporelle de l'état de guerre est immense : presque dix ans après la fin du conflit. De quoi établir un cadre qui se justifiait en fonction de la situation du pays. Les vainqueurs purent imposer une version de l'histoire : la leur. Ainsi, les Espagnols vaincus furent reclus à la fois physiquement et psychologiquement suite à une propagande selon laquelle les républicains étaient des parias, ne pouvant même pas pleurer leurs proches puisqu'on leur refusa même la possibilité de savoir où étaient "leurs morts", sans tombe pour se recueillir. On peut parler d'excès dans la forme de la dictature et dans la représentation de ce qui était légitime ou non, à tel point que la parole était tabou. Les années d'après-guerre, les Espagnols ne parlaient pas de politique, mais plutôt de football et de la vie quotidienne dans une fausse légèreté pour masquer des réflexions plus profondes sur un passé meurtri.

Cette autocensure, conséquence directe de la censure imposée par le régime franquiste, a contribué à installer un silence au sein des familles, entre voisins, dans les rues, aux yeux du monde. C'est ce que l'on a appelé le Pacte de l'oubli. Et nous sommes tout à fait en mesure de comprendre combien il a pu être difficile de délier les langues après tant d'années. A un niveau individuel, l'ineffabilité vécue par Negrín est à plus grande échelle ce qu'a vécu l'Espagne durant cette longue période. Malgré la prestance de Negrín, sa voix ne portait plus à partir des condamnations de Prieto et Azaña. Il essaya malgré tout de perdurer en tant qu'homme politique en maintenant des relations à l'étranger. Après son exil en France, c'est en Angleterre qu'il s'installa. Ce pays l'accueillit comme réfugié politique à condition de ne pas intervenir dans la vie politique. Niant ainsi ses fonctions politiques, Juan Negrín était un citoyen sans moyen de revendication d'une quelconque légitimité qui lui eût permis d'agir. Voilà comment il subit un repli à la fois physique et psychologique. Ses nombreux voyages entre le Mexique et les États-Unis lui permirent de trouver une échappatoire : à l'exclusion politique il se refugia ailleurs et au contact de sa famille, élevant ses petits- enfants Carmen et Juan jusqu'à la fin de sa vie. De son manque de légitimité, l'ineffabilité de la guerre, d'une vie, se manifeste par un long silence dans sa vie qui ne sera même pas rompu par la parole mais par l'écrit (et encore). Comment s'exprimer sur ce que l'on nous nie ? Quand le faire et pourquoi ? Nombre d'hommes politiques de l'époque ont écrit, entre confessions, jugement d'ordre politique et catharsis. Nous pouvons citer Largo Caballero, chef du gouvernement sous la première présidence de la II^{ème} République d'Álcala Zamora, Manuel Azaña ou les divers ouvrages d'Indalecio Prieto. La rédaction des *Mémoires* à la fin de sa vie a signifié pour Juan Negrín un retour sur l'autre Negrín, celui qui gouvernait à une autre époque. La décision d'écrire est intervenue assez tardivement. Cela peut être le fruit des difficultés de faire face au portrait dressé de lui, portrait double affecté par diverses accusations : un politique rouge, traître, un homme strict, trop bourgeois *etc.* Mais nous portons un autre regard aussi en considérant que cette analyse tardive a justement été reculée encore et toujours des suites des excès manifestés aussi dans des espoirs à répétitions à un retour à l'avant guerre civile. Ils n'ont eu pour conséquence que d'insister sur un désespoir, une désillusion toujours plus grande et plus cruelle, plus blessante, animé par les espoirs de son retour, de la fin de la dictature comme ce fut le cas lors de la fin de la seconde Guerre Mondiale.

Cuando tomé estas imágenes, ya me habían acusado de haber sido una marioneta en manos de los comunistas, de haber entregado a la Unión Soviética las reservas de oro del Banco de España, y de haber prolongado inútilmente la guerra provocando miles de muertes innecesarios. Recientemente han dicho que fui la persona más difamada de la España del siglo XX. (Uribe, Álvarez, Monleón, 2010)⁴

Ce sont les premières paroles du film de 2010 *Ciudadano Negrín* d'Imanol Uribe, de Carlos Álvarez et de Sigfrid Monleón. Ces mots de Juan Negrín reprennent l'idée exposée précédemment selon laquelle l'heure de la catharsis et des explications était venue. Le choix des réalisateurs de "donner la parole" à Juan Negrín via une lecture, est en quelque sorte un acte symbolique : lui rendre la parole que l'on ne lui rendit jamais. La douleur et les accusations dont il fut victime furent telles qu'il n'eut même pas le temps de les donner à voir au monde. Notre réflexion s'inscrit au lendemain de la Loi de Mémoire Historique de 2008, le gouvernement de Zapatero ayant reconnu la nécessité de revenir sur ce passé tu. Elle a été un moyen de remettre aussi sur un pied d'égalité les vainqueurs et les vaincus de cette guerre. Le non formatage des deuxième et troisième générations par la propagande franquiste leur a permis d'exprimer ce silence, cette mémoire, et revenir sur la représentation de la guerre de la génération muette.

Il est indéniable que Franco orchestra la chute de son dernier opposant, représentant d'une multitude de républicains. Pour les raisons qui ont été exposées, Negrín a subi des attaques internes à son parti, à son pays mais aussi des critiques venant de l'extérieur pour avoir accepté l'aide de l'URSS, prolongé une résistance vaine et perdu l'or de son pays. Cet ensemble d'accusations, de par son caractère répétitif dans le temps a élevé Negrín au rang de mythe. Jean-François Carcelen nous éclaire sur le lien entre ce leitmotiv et la dimension mythique qui servit les propos de la propagande franquiste.

Le mythe est ainsi le résultat de "l'usage social" d'un objet ou d'un événement. On voit bien comment l'événement est à l'origine d'un processus qui finit par en changer la nature. Le mythe n'est-il pas aussi une parole sur une histoire qui résiste à la compréhension, à l'explication, à l'effacement... ? [...] Mythifier c'est extraire un personnage un événement de la chaîne du Temps pour le reverser dans l'espace de l'intemporel, *in illo tempore*, en ce temps qui n'était pas un temps et qui était tous les temps. C'est créer un temps des origines. La mythification est ainsi une figure de l'excès : elle court donc en permanence le risque d'abolir ce qu'elle veut encenser. (Campuzano Carvajal, 2007: 166-167)

Ainsi Negrín a été, semble-t-il, un exemple d' "usage social" à des fins de propagande et une version de l'histoire s'installa dans les mœurs. L'idée d'une conjuration communiste de Moscou suite aux propositions de Negrín est venue de Jesús Hernández, ministre communiste sous les gouvernements de Largo Caballero puis de Juan Negrín et selon qui ce dernier aurait été choisi par Palmiro Togliatti, l'un des fondateurs du Parti Communiste italien et commissaire politique durant le gouvernement Negrín. Mais la documentation soviétique ne corrobore pas cette hypothèse. Les travaux orientés de Burnet Bolloten n'en sont qu'un prolongement. Il traite et dénonce ainsi en particulier les agissements du Parti Communiste dans le camp républicain durant la guerre civile dans son ouvrage *The Grand Camouflage: the communist conspiracy in the spanish civil war* de 1961. Pour Ricardo Miralles:

⁴ "Quand j'ai pris ces images, on m'avait déjà accusé d'avoir été une marionnette de Moscou, d'avoir donné les réserves d'or de la Banque d'Espagne à l'Union Soviétique et d'avoir prolongé inutilement la guerre, provoquant des milliers de morts inutiles. Dernièrement, on a dit que j'ai été la personne la plus diffamée de l'Espagne du XX^{ème} siècle."

La acusación de que Negrín actuó al dictado de Moscú, alimentada por Gregorio Marañón, Julián Besteiro, Largo Caballero, Indalecio Prieto y otros, se convirtió, con el tiempo, en la explicación más sencilla y cómoda de toda la actuación de Negrín. (Miralles, 2003: 17)⁵

Il ajoute par ailleurs :

Una lectura simple de la política de Negrín, hecha a partir de la realidad incontestable de que el PCE alcanzó bajo su mandato una situación de centralidad política, proporcionó a sus adversarios la conclusión irrefutable de que Juan Negrín había entregado la República a los rusos. (Miralles, 2003: 364)⁶

Les quelques noms cités d'historiens ne sont nullement exhaustifs mais présentent au moins les bases d'un substrat que l'élasticité temporelle a renforcé, ce qui a poussé à l'excès une représentation particulière de Negrín. Tout cela contribua à casser son image de dirigeant, d'homme honnête. Ce large conflit trouve son écho dans les opinions divergentes des historiens qui tantôt ont alimenté cette image dégradée, tantôt ont essayé de rétablir ce qu'ils considéraient comme un obstacle à la vérité. Une des thématiques sous-jacentes de l'histoire de Juan Negrín est la notion d'altérité qu'il faut considérer de façon plurielle. S'opposent la République et le Franquisme, ce qui était légitime et ce qui ne l'était pas, la vie d'un homme et la vie d'un politique. Finalement, Juan Negrín fut certainement un exemple de victime parmi bien d'autres de l'imposant contrôle des vainqueurs sur les vaincus, soumis à la censure et même à l'autocensure. Le franchissement de cet interdit était impossible parce que le temps n'a fait qu'accentuer le poids de la soumission. Il est compréhensible que de son vivant Juan Negrín n'ait pu trouver le temps, le courage ou la force, de coucher sur le papier sa vérité, tous ses choix s'étant retourné contre lui, entre autres avoir accepté l'aide de la seule nation qui lui avait tendu la main à l'époque. Cette "vérité", du moins serait-il plus convenable d'avancer un terme plus adéquat étant donné le contexte, disons "pseudo vérité", à sa façon le régime franquiste la créa et par delà la censure imposa une autocensure, source d'ignorance, pour sceller des récits arrêtés de l'histoire. Deux générations plus tard, la vie démocratique a amené à s'interroger sur le passé. Il fallait donner des réponses à ces questions à peine posées, parfois semblables à un coffre dont on n'aurait pas la clé. Mais replonger dans la vie de l'autre n'est-il pas plus délicat que de laisser cette personne témoigner depuis des souvenirs personnels vécus et enfouis, sans façonner une mise en mots par une quantité de questions ? Ne sommes-nous pas nous-mêmes, chercheurs, confrontés parfois aussi, à l'ineffabilité de transcrire la vie des autres pour saisir notre présent au service de demain ?

⁵ "Accuser Negrín d'avoir agi suivant les ordres de Moscou a été alimenté par Gregorio Marañón, Julián Besteiro, Largo Caballero, Indalecio Prieto et d'autres, est devenue, avec le temps, l'explication la plus simple et la plus pratique de la conduite de Negrín."

⁶ "Une lecture simple de la politique de Negrín, basée sur la réalité incontestable selon laquelle le PCE atteint durant son mandat un position politique centrale, a fourni à ses adversaires la conclusion irréfutable que Juan Negrín avait livré la République aux Russes."

///BIBLIOGRAPHIE///

- AZAÑA, Manuel. *Causes de la guerre d'Espagne*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, coll. Histoire, 1999.
- CAMPUZANO CARVAJAL Francisco (dir.), *Figures de la mythification dans l'Espagne du XXe siècle*. Montpellier: Université Paul Valéry-Montpellier III, 2007.
- CRUZ, Rafael. *El Partido Comunista de España en la Segunda República*. Madrid: Alianza, 1987.
- GODICHEAU, François. *Les mots de la guerre d'Espagne*. Toulouse: Presses universitaires du Mirail, 2003.
- JACKSON, Gabriel. *Juan Negrín: médico, socialista y jefe del Gobierno de la II República española*. Barcelona: Crítica, 2008.
- JULIA DÍAZ, Santos. *Un siglo de España: política y sociedad*. Madrid: M. Pons, 1999.
- MÁRQUEZ, Carlos José. *Cómo se ha escrito la Guerra Civil española*. Madrid: Lengua de Trapo, 2006.
- MAURICE, Jacques, SERRANO Carlos. *L'Espagne au XX^e siècle*. Paris : Hachette, 2000.
- MIRALLES, Ricardo. *Juan Negrín: la República en guerra*. Madrid: Temas de Hoy, 2003.
- MORADIELLOS, Enrique. *1936: los mitos de la Guerra Civil*. Barcelona: Península, 2008.
- MORADIELLOS, Enrique. *Juan Negrín*. Barcelona: Península, 2006.
- PAYNE, Stanley. *Unión Soviética, comunismo y revolución en España (1931-1939)*. Barcelona: Plaza & Janés, 2003.
- PRIETO, Indalecio. *Epistolario Prieto-Negrín*. Barcelona: Fundación Indalecio Prieto, Planeta, 1990.
- PRIETO, Indalecio. *Cómo y por qué salí del ministerio de defensa nacional: intrigas de los rusos en España*. Barcelona: Fundación Indalecio Prieto, Planeta, 1989.
- PRIETO, Indalecio. *Entresijos de la guerra de España*. Barcelona: Fundación Indalecio Prieto, Planeta, 1989.
- SEVILLANO CALERO, Francisco. *Propaganda y medios de comunicación en el franquismo (1936-1951)*. Alicante: Universidad de Alicante, 1998.
- TUSELL, Javier. *Historia de España en el siglo XX. La crisis de los años treinta: República y Guerra Civil* (Tomo 2). Madrid: Taurus, 1999.
- VIÑAS, Ángel. *Las armas y el oro. Palancas de la guerra, mitos del franquismo*. Barcelona: Pasado & Presente, 2013.